

REPUBLICQUE DU TCHAD

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

PRIMATURE

MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION

COMMISSION NATIONALE D'ACCUEIL, DE REINSERTION DES REFUGIES
ET DES RAPATRIES

SECRETARIAT PERMANENT

UNITE - TRAVAIL - PROGRES



DECLARATION DE SON EXCELLENCE

MONSIEUR BAMANGA ABBAS MALLOUM

Ambassadeur, Représentant Permanent du Tchad auprès de l'Office des
Nations Unies à Genève

*A L'OCCASION DE LA COMMEMORATION DU 60^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA
CONVENTION DE 1951 RELATIVE AU STATUT DES REFUGIES
ET LE 50^{ème} ANNIVERSAIRE DE LA CONVENTION DE 1961 SUR LA
REDUCTION DES CAS D'APATRIDIE
(GENEVE)*

08, Décembre 2011 PM

Excellence Monsieur le Président,
Excellence Monsieur le Haut Commissaire,
Excellences,
Mesdames et Messieurs

Par ces doubles événements de portée mondiale pour l'Office des Nations Unies pour les réfugiés, nous voilà enfin réunis tous ici pour commémorer ensemble le 60^{ème} Anniversaire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés d'une part et le 50^{ème} anniversaire de la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie d'autre part.

De 1961 jusqu'à nos jours, nous sommes tous persuadé que chaque année, les conflits armés, les persécutions et les violations graves des droits humains continuent de contraindre des millions de personnes à fuir leur foyer en quête de sécurité dans d'autres pays.

Il est certes probable que les modes de déplacement des personnes seront de plus en plus difficiles à appréhender dans notre contexte mondial actuel compte tenu des nouveaux défis et des nouvelles tendances, qui exigent des réponses adéquates et une plus grande coopération.

Mesdames et Messieurs,

Depuis l'éclatement de la crise du Darfour à l'Ouest du Soudan et celle du Nord de la République Centrafricaine en 2003, 274 640 soudanais, 67 863 centrafricains et 255 réfugiés urbains de diverses nationalités ont trouvé refuge à l'Est, au Sud et dans les centres urbains du Tchad.

Pour faire face au contexte de situation prolongée des réfugiés au Tchad, il y'a nécessité de renforcer davantage la coopération internationale afin de partager le lourd fardeau et les responsabilités liées à la présence des réfugiés dans le domaine de protection et de l'assistance.

Distingués invités

C'est le lieu de préciser ici que la République du Tchad est signataire d'une part de la Convention de 1951 et son Protocole Additionnel de 1967, et d'autre part de la Convention de l'OUA de 1969.

Aussi, le Gouvernement de la République du Tchad, a toujours maintenu une politique de porte ouverte à l'égard des milliers des réfugiés et demandeurs d'asile, en provenance principalement du Soudan, de la RCA et bien d'autres pays africains comme la RDC, la Somalie etc.

Malgré les défis d'ordre sécuritaire et politique qu'a traversé le pays du fait de ses propres conflits internes, la République du Tchad est restée fidèle à sa tradition de terre d'asile et d'hospitalité au profit des personnes en quête de la protection internationale.

En raison de la vaste expérience acquise dans le domaine des activités humanitaires au Tchad, le Gouvernement tchadien a pris des dispositions importantes en vue de renforcer son arsenal juridique pour une meilleure protection des demandeurs d'asile et des réfugiés.

Conscient de ses obligations, le Gouvernement entend renforcer les ressources tant humaines que matérielles du dispositif de sécurité à l'Est et au Sud du Tchad et ce, jusqu'au dénouement totale des crises du Darfour et de la République Centrafricaine afin de permettre le retour volontaire et librement consenti des réfugiés dans leur pays d'origine dans les conditions de dignité et de sécurité.

Mesdames et Messieurs,

En attendant l'adoption de la loi nationale d'asile conforme aux normes internationales en matière de protection des réfugiés, le Tchad mis en place par Décret du 02 août 2011, la Commission Nationale d'Accueil, de Réinsertion des Réfugiés et des Rapatriés (CNARR), organe en charge de toutes les questions sur les droits des réfugiés.

De ce qui précède, la République du Tchad s'engage, à l'occasion de la Commémoration des Conventions, à prendre les dispositions suivantes pour promouvoir davantage la protection des réfugiés et des demandeurs d'asile se trouvant sur son territoire :

- 1) Adopter le projet de loi nationale d'asile en 2012 et assurer sa conformité avec les normes et les instruments internationaux et régionaux en matière de protection des réfugiés ;
- 2) Trouver dans un délai de six mois, une solution effective à toutes les problématiques des réfugiés qui sont liées à la recherche des solutions durables ;
- 3) Délivrer des actes de naissance aux enfants réfugiés : une décision concertée sera prise après l'adoption de la nouvelle loi portant sur le Code de Nationalité au Tchad ;
- 4) Développer conjointement avec le HCR dans le premier trimestre 2012, une stratégie globale d'auto-prise en charge pour les réfugiés centrafricains avec un aspect juridique important pour soutenir le programme en cours ;
- 5) Et enfin, commencer l'émission et la délivrance des documents de voyage lisibles à la machine au profit des réfugiés pour le deuxième trimestre

2012, en conformité avec les normes internationales adoptées par l'organisation internationale d'aviation civile, sur la base de la Convention de Chicago de 1944.

Mesdames et Messieurs,

Soyez rassurés, du profond engagement du Président de la République du Tchad, Son Excellence Monsieur IDRISS DEBY ITNO, de son gouvernement et de tout le peuple Tchadien qui œuvrent davantage pour affirmer les valeurs et les principes universels qui sous-tendent les Conventions Internationales.

Je vous remercie.